

rtfa 4

1989

Bimestrielle

5^e année

Juillet-Août

Pages 567-722

 sirey

Correspondance concernant la rédaction

Revue française
de droit administratif
Daloz, 11, rue Soufflot
75240 Paris Cedex 05
Tél. : (1) 40 51 53 48

Abonnements

(Joindre paiement à l'ordre de Daloz-
messageries aériennes sur demande.)

Abonnement annuel partant
du 1^{er} numéro de l'année
6 nos 1989
France et D.O.M. : 495 F
Étranger : 570 F

Administration et abonnements

Daloz, 35, rue Tournefort
75240 Paris Cedex 05
Tél. : (1) 43 31 04 85

Les abonnés qui, à la réception de ce numéro,
constateront que la livraison précédente ne leur est
pas parvenue, sont priés d'en aviser le service des
abonnements sans délai, l'éditeur ne pouvant garan-
tir pendant plus de 6 mois le service des numéros
manquants.

revue française de droit administratif

Table des matières

Fr. 876

2-75

Le juge communautaire et le juge national

Le Tribunal de première instance des Communautés européennes, par Yves GALMOT 567

Convergences et divergences entre le Conseil d'État et la Cour de justice des Communautés
européennes, par Jean-Claude BONICHOT 579

Rubriques

Biens et travaux

Responsabilité décennale et responsabilité contractuelle en droit public

Vers la fin des clauses d'exonération de la responsa-
bilité décennale en droit public? par Christian
GRELLOIS

605

[Note sous Trib. confl., 2 mai 1988, *Caisse d'assu-
rance mutuelle du bâtiment (C.A.M.B.) C. État*]

La coexistence de la garantie décennale et de la
garantie contractuelle de parfait achèvement en droit
public, par Jean-Paul FAUGÈRE

611

[Concl. sur Cons. d'Ét., Sect., 9 juin 1989, *Syndicat
intercommunal à vocations multiples et définies de la
région havraise C. M. Jalicon et autres*]

Contentieux

Jurisprudence

Quelles perspectives pour l'arbitrage en contentieux
administratif? Le cas des litiges administratifs entre
personnes privées, par Bernard PACTEAU 619
[Note sous Cons. d'Ét., Sect., 3 mars 1989, *Société des
autoroutes de la région Rhône-Alpes*]

Droit public économique

Jurisprudence

Le retrait d'agrément d'une charge sur le marché à
terme d'instruments financiers (MATIF), par Em-
manuel GUILLAUME 627
[Concl. sur Cons. d'Ét., 6 mars 1989, *Société de bourse
J.F.A. Buisson C. Chambre de compensation des ins-
truments financiers de Paris (C.C.I.F.P.)*]

Environnement

Étude

Les plans d'exposition aux risques en montagne, par François SERVOIN

634

Fonction publique

Jurisprudence

La précarité du détachement (l' « affaire » des professeurs du lycée militaire d'Aix-en-Provence), par Guy VIVENS
[Note sous Trib. adm. Marseille, 23 juin 1988 (2 espèces), M. Roland Warion et M. Claude Maignant]

646

Police - Libertés publiques

Étude

Télédiffusion de France et les réseaux câblés, par Gérard DUMONT

655

Urbanisme

Étude

Les opérations d'urbanisme inachevées à l'expiration de la concession, par Jean-Paul GILLI
(Cons. d'Ét. 18 mai 1988, S.E.M. d'aménagement de Bures-Orsay et d'équipement en Essonne)

663

Droit administratif et droit constitutionnel

Le Conseil constitutionnel, la séparation des pouvoirs et la séparation des autorités administratives et judiciaires

Le Conseil constitutionnel et l'extension des pouvoirs de la Commission des opérations de bourse, par Bruno GENEVOIS
(A propos de la décision n° 89-260 DC du 28 juillet 1989)

671

La compétence constitutionnelle du juge administratif et la police des étrangers, par Bruno GENEVOIS
(A propos de la décision n° 89-261 DC du 28 juillet 1989)

691

Droit administratif et droit international

Actualité législative et réglementaire

704

Actualité jurisprudentielle

par David RUZIÉ

710

Arrêts récents du Conseil d'État

Période du 15 mai au 15 juillet 1989

713

Pour les **tables** alphabétiques et chronologiques des textes de jurisprudence, voir en fin de numéro.

Les opinions émises dans la revue n'engagent que leurs auteurs.